

LES EVOLUTIONS RECENTES DANS L'INDUSTRIE BANCAIRE ET DES ASSURANCES DE LA GAMBIE

1.0 APERÇU DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

La politique monétaire et fiscale austère de la Gambie adoptée en 2003 a donné les résultats suivants :

- Appréciation du Dalasis de 16%
- Baisse de l'inflation de 18,5% à 1,4%
- Baisse des taux d'intérêt indiciaire de 31% à 15%

Augmentation des réserves d'un niveau de couverture d'importation de 3.0 mois à 4,3 mois.

2.0 DEVELOPPEMENT DANS LE SECTEUR FINANCIER

2.1 Le secteur bancaire

Le secteur financier a connu une croissance constante avec une augmentation de 28% du nombre de banques, passant de 7 à 9. Les nouvelles banques ont reçu leur agrément et doivent commencer à fonctionner bientôt.

Le secteur bancaire, bien que dominé par deux banques, continue d'être assez performant en raison du dynamisme apporté par les nouvelles venues. Le nouveau paysage bancaire est caractérisé par l'innovation des nouveaux produits en cours d'introduction dans le marché.

La majorité des banques appartiennent à des étrangers avec dans certains cas la propriété limitée pour les nationaux. La Gambie continue d'attirer des investissements dans le secteur des banques à en juger par les demandes d'agrément qui sont reçues et traitées.

Etant donné le vif intérêt exprimé par les investisseurs, les autorités gambiennes étudient ardemment la possibilité de transformer la Gambie en un centre financier. La clé de ces efforts est la promulgation d'une loi sur les banques offshore. Ce processus est bien avancé.

La fermeture d'une banque en janvier 2003 est le seul cas en 15 ans environ. C'est une satisfaction de noter que le paiement des épargnants a commencé en 2006. Ce paiement a été rendu possible grâce au recouvrement des fonds et au financement-relais du Gouvernement. Il est intéressant de savoir que la Gambie n'a pas de système de garantie des dépôts qui aurait pu faciliter le remboursement des petits épargnants plus tôt. Néanmoins, le procédé n'a ni été régulier, ni n'a causé de soulèvement social. Ce procédé harmonieux, en dépit de sa longue durée, est dû à la manière transparente avec laquelle il a été conduit.

2.2 Procédé de contrôle

Le procédé de contrôle en Gambie continue d'être caractérisé par l'utilisation des outils suivants :

- le contrôle en dehors du site
- le contrôle sur le site
- visites prudentielles

La Direction du Contrôle a connu une augmentation en ressources (*humaines et matérielles*) et par conséquent, des vérifications plus fréquentes sur le site sont conduites.

L'analyse du système bancaire est basée sur l'approche CAMEL.

2.3 Indicateurs de bonne santé financière (basée sur CAMEL)

2.3.1 Adéquation des fonds propres

L'autorité de contrôle, c'est-à-dire la Banque Centrale est engagée dans l'adoption partielle du Nouvel Accord capital. La révision du Bâle II, en consultation avec les autres protagonistes, est en cours.

L'augmentation du capital à 60 millions de Dalasis prescrite aux banques a expiré en 2006. Toutes les banques agréées ont pleinement rempli cette exigence. En raison de ce développement, le ratio moyen d'adéquation des fonds propres de l'industrie bancaire était de 44.21% en juin 2006.

2.3.2 Actifs et Passifs

Le total des actifs nets pour l'industrie a augmenté de 5,48% entre juin et décembre 2006. Les prêts et avances ainsi que les avoirs en bons du trésorier constituent le gros des avoirs, représentant 32.17% et 27.55% respectivement.

La qualité des actifs de l'industrie mesurée par le niveau des prêts improductifs s'améliore. En juin 2006, ce rapport était de 9.98% au lieu de 16% en juin 2005.

2.3.3 Revenus

L'industrie bancaire jouit d'un niveau respectable des revenus.

En juin 2006, le bénéfice sur les actifs était de 1,21% alors que le bénéfice sur les actions passaient à 9,3%. Les prêts et les avances continuent d'être la principale source de revenus pour l'industrie et représentaient 35,90% du revenu total. Le revenu sur les bons du trésor est aussi important et a contribué pour 21,61M du revenu de l'industrie.

2.3.4 Liquidité

Le système bancaire continue d'être hautement liquide. En juin 2006, ce taux de liquidité était de 106.61%. Ce taux de liquidité élevé s'explique surtout par l'investissement significatif en bons de trésor qui sont traités comme des avoirs liquides.

3.0 LE SECTEUR DES ASSURANCES

Selon les rapports des réunions précédentes, le contrôle de l'industrie des assurances a été transféré à la Banque Centrale il y a environ 7 ans. Depuis lors, la Banque

Centrale travaille sur un cadre légal qui pourrait assurer un contrôle efficace. La loi sur les assurances et les réglementations y relatives ont été complétées et sont en cours d'opérationnalisation. Plus significative encore est l'augmentation du capital qui a augmenté de 36.50%

Le délai de conformité à cette exigence est fixé en mars 2007.

Il y a 11 (onze) compagnies d'assurances en opération avec 5 (cinq) courtiers. Etant donnée l'importance du capital requis, on peut anticiper que le nombre de compagnies sera réduit à 5 (cinq).

4.0 AUTRES SUJETS

4.1 Lutte contre le blanchiment d'argent

Il est rapporté que la Gambie a voté une loi contre le blanchiment d'argent en 2003. Toutefois, la loi a été revue par rapport aux recommandations du FATF+40+9. On s'est rendu compte que cette loi était insuffisante. Le processus de révision a été lancé et on espère qu'une fois complète, elle sera conforme aux normes internationales.

Entre temps, le processus d'établissement d'une Unité d'Investigations Financières (UIF) a commencé. Elle est favorisée par la Banque Centrale en étroite collaboration avec les ministères des finances, de la justice et de l'intérieur.

4.2 Principes fondamentaux du Bâle

La Banque Centrale de Gambie, comme la plupart d'autres Autorités de contrôle, élabore un cadre réglementaire basé sur les principes fondamentaux du Bâle. Selon le rapport de l'année dernière, la Gambie a pleinement respecté 15 principes et en a largement respecté 10. Au cours de l'année, des efforts ont été faits et sous l'évaluation extérieure, 2 autres principes ont été pleinement respectés.

4.3 Bâle II

L'adoption de Bâle II comme rapporté l'année dernière est encore en cours de discussion. Le comité en charge de cette responsabilité vise l'année 2012 pour une adoption partielle. Comme mentionné dans notre dernier rapport, notre priorité est

d'atteindre une conformité totale avec les principes fondamentaux du Bâle et d'adopter une approche contrôle basée sur le risque.

4.4 La Gouvernance d'Entreprise

Etant donnée l'importance de la gouvernance d'entreprise, la Banque Centrale estime nécessaire de d'élaborer des directives sur le sujet. A ce jour, un projet de directives est en cours de révision par la haute Administration de la Banque. Ce document sera ensuite soumis pour consultation et validation au secteur financier.

4.5 Service de crédit

Des dispositions pour l'établissement d'un Service de crédit sont bien avancées. La mise sur pied de ce service résulte du problème posé par le nombre croissant des prêts improductifs (PI). On pense que la mise en place d'un tel service qui donne des informations pertinentes aux emprunteurs réduira sérieusement les cas de prêts improductifs.